

## COMPTE RENDU DES DEBATS : GLOBAL DEBOUT

*Là où deux ou trois se trouvent réunis au nom de Nuit Debout, Nuit Debout est au milieu d'eux.*

Le dimanche 25 septembre différents collectifs de Nuit Debout se sont rassemblés à Saint-Pourçain sur Sioule. 5 villes étaient représentées : Nevers, Clermont-Ferrand, Montluçon, Moulins et Vichy.

En tout une cinquantaine de personnes ont participé aux débats (13 selon la police).

Tout d'abord le communiqué préparé par nos camarades de Moulins à partir d'un appel à contribution a été lu. Nous avons donc débattu sur plusieurs points pour trouver les mots qui conviendraient à toutes et à tous :

-Le préambule présentait l'origine du mouvement Nuit Debout au niveau national Place de la République à Paris (atmosphère tendue suite aux attentats, à l'état d'urgence/ présentation du projet de loi travail). Nous nous sommes demandé si cette origine nous concernait réellement car au niveau local tout le monde avait des raisons très diverses pour s'être joint à ce mouvement (écologie/ répressions policières / conditions de travail/ privés de travail...). Alors que certain(e)s soulevaient le fait incontestable que sans cette origine nationale nos assemblées ne se seraient certainement pas constituées, nous nous sommes mis d'accord sur le fait que nous sommes tous entrés dans ce mouvement suite à la restriction de nos libertés individuelles et collectives. C'est donc une réaction à la répression sous toutes ses formes, installant un sentiment de frustration et d'isolement qui nous a tou(te)s réuni(e)s.

-Nous avons également voulu appuyer le fait que Nuit Debout est une nouvelle forme particulière de mouvement citoyen car il n'est pas institutionnel, il sort du cadre. C'est suite à cette remarque que la question du « comment désinstitutionnaliser la société » s'est posée.

Que représente notre mouvement ? C'était une des questions posées lors de l'appel à contribution. Quelques éléments de réponse ont été donnés lors de ce rassemblement Global Debout.

Nuit Debout c'est un lieu d'échanges avec des gens de tout âge et d'horizons très divers. C'est pour certain(e)s le lieu de départ d'un processus de désinstitutionnalisation de notre société.

Nuit Debout ce sont donc des pensées très diverses et même certaines fois contraires mais c'est un moyen de défendre des causes avec des personnes qui souhaitent les défendre. Une idée de convergence des luttes est donc au cœur de nos assemblées. L'idée c'est de faire des actions concrètes pour fédérer des personnes qui défendent une même cause mais qui peuvent avoir des idées divergentes.

Un débat plus général a donc commencé :

-Tout d'abord : qu'est-ce qu'une institution, quelle est son rôle réel, en a-t-on besoin, comment agit-elle sur le peuple ?

Il a été dit que la désinstitutionnalisation de la société mènerait à une absence d'ordre et de règles nécessaires au bon fonctionnement d'une société. Selon ce point de vue, il n'est pas possible de se passer des institutions, elles sont inhérentes à toute organisation, cependant elles devraient être changées quand elles ne nous conviennent pas.

Un autre point de vue a soulevé le fait que les institutions figent la société à un moment T, alors que la société doit être en mouvement perpétuel, nous avons pu voir que toutes les révolutions qui ont institué et se sont institutionnalisées, se sont finies au désavantage du peuple en créant de nouveaux privilégiés. Les institutions sont là pour retirer au peuple les prises de décisions collectives et pour atteindre une société dans laquelle le peuple a un pouvoir décisionnaire nous devons inventer un monde délivré de toute forme d'institution.

En restant sur la première vision il a été évoqué l'idée de prendre le pouvoir grâce à une institution avec une personne qui nous représenterait plus. Agir sur les institutions permettrait donc d'agir sur les fondements de notre société et de lever les masses pour s'insurger contre la répression. (Exemple de la peine de mort : une institution l'a abolie et par la suite les masses se sont alignées). Cependant les institutions agissent souvent sans demander l'avis des populations, le mieux serait un débat national invitant tout le monde à une réflexion poussée sur les questions de société pour ensuite mener un référendum (toujours sur l'exemple de la peine de mort).

A la fin de ce débat nous voyons donc deux points de vue : Il faut créer une société délivrée de toute institution ou il faut garder des institutions en les changeant pour agir sur les masses.

-Une autre question a occupé une place centrale dans notre débat : celle du salaire à vie et du revenu de base. Il faut d'abord définir ces deux concepts qui sont trop souvent confondus.

Le salaire à vie est souvent associé à l'économiste Bernard Friot. Ce serait un système dans lequel environ 1500€ par mois seraient versés à toutes et à tous les citoyen(ne)s à partir de 16 ans. Ce montant augmente avec le travail exercé en fonction du temps de travail et de la pénibilité des tâches. Toutes les entreprises cotisent à l'état pour financer ce salaire, c'est donc une caisse publique. Ce serait un moyen de se réapproprier la production.

En revanche le revenu de base (évoqué par Manuel Valls) serait un montant d'environ 500€ par mois versé à toutes les personnes privées de travail. Ce revenu s'inscrit dans un processus de suppression de la protection sociale. C'est une forme concrète de libéralisme.

Le salaire à vie a été critiqué car s'appuie sur l'argent et il suppose l'existence de patrons et de salariés donc il s'inscrit dans un paysage capitaliste.

Ces deux systèmes sont directement liés à la question du travail que nous avons également traité avec les problématiques : Qu'est-ce qu'on produit ? Comment ? Pour qui ?/ Pourquoi on travaille ?

On nous fait croire que nous travaillons pour consommer mais dans ce cas précis on n'a pas besoin de tant travailler, il suffirait de réfléchir à notre consommation et de la changer.

On est en fait plus producteur que consommateur et actuellement la démocratie dans les entreprises est inexistante (sauf cas très rares) donc les travailleurs n'ont aucun choix sur leur production. Nous devons reprendre le contrôle de la production pour avoir le pouvoir de choisir ce qu'on produit etc.

Le travail est la base d'un système de production donc de ce qui définit l'efficacité (ou non) d'un système politique. Cette production est intimement liée avec la sphère sociale donc le but serait de changer le travail pour changer le social et rétablir une société plus égalitaire.

Tous les secteurs sont touchés par le capitalisme : on doit être de plus en plus rentable, on travaille avec des managers, des gestionnaires et même dans le milieu hospitalier le mot d'ordre est la rentabilité. On ne travaille plus avec et pour des gens, on ne travaille plus pour le développement de notre localité ou de notre nation, on travaille pour la réussite d'un système capitaliste qui ne nous représente pas et qui ne nous convient pas.

Au fond l'argent n'est qu'un outil d'échange, c'est la façon dont il a été détourné qui pose problème. C'est aujourd'hui un outil de répression, de clivage social et de discriminations.

En restant sur la première vision il a été évoqué l'idée de prendre le pouvoir grâce à une institution avec une personne qui nous représenterait plus. Agir sur les institutions permettrait donc d'agir sur les fondements de notre société et de lever les masses pour s'insurger contre la répression. (Exemple de la peine de mort : une institution l'a abolie et par la suite les masses se sont alignées). Cependant les institutions agissent souvent sans demander l'avis des populations, le mieux serait un débat national invitant tout le monde à une réflexion poussée sur les questions de société pour ensuite mener un référendum (toujours sur l'exemple de la peine de mort).

A la fin de ce débat nous voyons donc deux points de vue : Il faut créer une société délivrée de toute institution ou il faut garder des institutions en les changeant pour agir sur les masses.

-Une autre question a occupé une place centrale dans notre débat : celle du salaire à vie et du revenu de base. Il faut d'abord définir ces deux concepts qui sont trop souvent confondus.

Le salaire à vie est souvent associé à l'économiste Bernard Friot. Ce serait un système dans lequel environ 1500€ par mois seraient versés à toutes et à tous les citoyen(ne)s à partir de 16 ans. Ce montant augmente avec le travail exercé en fonction du temps de travail et de la pénibilité des tâches. Toutes les entreprises cotisent à l'état pour financer ce salaire, c'est donc une caisse publique. Ce serait un moyen de se réapproprier la production.

En revanche le revenu de base (évoqué par Manuel Valls) serait un montant d'environ 500€ par mois versé à toutes les personnes privées de travail. Ce revenu s'inscrit dans un processus de suppression de la protection sociale. C'est une forme concrète de libéralisme.

Le salaire à vie a été critiqué car s'appuie sur l'argent et il suppose l'existence de patrons et de salariés donc il s'inscrit dans un paysage capitaliste.

Ces deux systèmes sont directement liés à la question du travail que nous avons également traité avec les problématiques : Qu'est-ce qu'on produit ? Comment ? Pour qui ?/ Pourquoi on travaille ?

On nous fait croire que nous travaillons pour consommer mais dans ce cas précis on n'a pas besoin de tant travailler, il suffirait de réfléchir à notre consommation et de la changer.

On est en fait plus producteur que consommateur et actuellement la démocratie dans les entreprises est inexistante (sauf cas très rares) donc les travailleurs n'ont aucun choix sur leur production. Nous devons reprendre le contrôle de la production pour avoir le pouvoir de choisir ce qu'on produit etc.

Le travail est la base d'un système de production donc de ce qui définit l'efficacité (ou non) d'un système politique. Cette production est intimement liée avec la sphère sociale donc le but serait de changer le travail pour changer le social et rétablir une société plus égalitaire.

Tous les secteurs sont touchés par le capitalisme : on doit être de plus en plus rentable, on travaille avec des managers, des gestionnaires et même dans le milieu hospitalier le mot d'ordre est la rentabilité. On ne travaille plus avec et pour des gens, on ne travaille plus pour le développement de notre localité ou de notre nation, on travaille pour la réussite d'un système capitaliste qui ne nous représente pas et qui ne nous convient pas.

Au fond l'argent n'est qu'un outil d'échange, c'est la façon dont il a été détourné qui pose problème. C'est aujourd'hui un outil de répression, de clivage social et de discriminations.